



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Monnaie

La livre libanaise atteint un seuil record
La livre libanaise a franchi le seuil record de 100'000 pour un dollar, mardi, sur les marchés parallèles, ont rapporté des bureaux ... • (Page 08)

Phonographie

Le marché musical français a progressé de 6,4% en 2022
En 2022, le marché français de la musique enregistrée a ... • (Page 08)



Autonomisation des Femmes et des Filles

• (Page 03)

La BOAD s'engage aux côtés de la Coalition FICS



Commerce international

• (Page 04)

Shanghai importe plus de sésame en provenance du Togo

Médias

RSF débloque plus de 80 sites internet censurés dans 24 pays

À l'occasion de la Journée internationale contre la cybercensure du 12 mars, Reporters ... • (Page 02)

Secteur Eau et assainissement

Les acteurs se concertent sur les priorités de la sous-région

Un atelier de concertation régionale de préparation de la conférence des Nations Unies sur l'eau prévu, du 22 au 24 mars prochain à ... • (Pages 04)

Energie

Invest in Africa Energy sera à Dubaï le 30 mars prochain

La Chambre africaine de l'énergie (AEC) - la voix du secteur de l'énergie en Afrique - en partenariat avec la société ... • (Page 06)

Commerce électronique

Les femmes du ministère du commerce outillées sur l'utilisation des technologies

Les femmes du ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale ... • (Page 11)

Cours des devises offert par

L'économiste du Togo

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	608,000	4,515	736,750	664,750	441,750	87,750	165,000
Vente	655,957	615,000	4,575	743,750	670,750	448,750	89,500	168,000

Source : BCEAO

Médias

RSF débloquent plus de 80 sites internet censurés dans 24 pays

À l'occasion de la Journée internationale contre la cybercensure du 12 mars, Reporters sans frontières (RSF) annonce avoir débloquent plus de 80 sites de médias censurés dans 24 pays. De nombreux médias russes ont été de nouveau rendus accessibles et un bras de fer avec le régime chinois a été engagé pour remettre en ligne des sites d'information bloqués sur son réseau.

● Nicole ESSO

Lancée en 2015 pour contrer la censure des médias sur Internet, l'opération Collateral Freedom permet aujourd'hui à plus de 80 sites de médias d'être de nouveau accessibles dans les pays où ils ont été censurés. Collateral Freedom est désormais déployée dans 24 pays dans le monde, dont la Russie, le Bélarus, la Chine, la Birmanie, ou encore dans plusieurs pays d'Afrique comme le Togo ou le Mali. Grâce à la création de sites miroirs, hébergés sur des serveurs situés hors de la juridiction des prédateurs de la liberté de la presse, les sites de médias locaux et internationaux ont pu contourner des mesures de suspension arbitraire. Près de la moitié ont été remis en ligne au cours de l'année écoulée. "L'opération Collateral Freedom vient de franchir un nouveau palier et doit malheureusement soutenir un nombre croissant de médias. L'accès à l'information en ligne se dégrade partout dans le monde, en particulier dans les États autoritaires, Russie et Chine en tête. La création de sites miroirs complète l'éventail des solutions four-



nies par RSF pour accéder à l'information en ligne en permettant rapidement à des médias de renouer le contact avec leur public", a déclaré Christophe Deloire, Secrétaire générale de RSF. "La Russie a instauré une censure militaire après le 24 février. Les autorités russes ont bloqué tous les médias indépendants. Mais dans le cas de Meduza, le Kremlin a échoué. Nous pouvons toujours diffuser en Russie pour nos millions de lecteurs, et l'infrastructure fournie par RSF pour notre application mobile est un élément important de ce succès", constate le rédacteur-en-chef de Meduza Ivan Kolpakov. Plus d'un milliard de requêtes* ont été adressées sur les différents sites miroirs déployés pour Meduza depuis février 2022. Il s'agit du record en termes

de consultation via l'opération Collateral Freedom.

RSF entame un bras de fer avec la Chine

Début 2023, RSF a également initié une opération d'ampleur pour débloquent plusieurs sites d'information chinois, bannis de l'Internet national. Une première vague de déblocages a déjà eu lieu. Neuf sites spécialisés dans les violations des droits humains comme le média tibétain en exil Tibet Post International, ainsi que les sites Civil Rights & Livelihood Watch et Weiwanwang sont de nouveau en ligne. D'autres médias chinois seront prochainement déblocés et leurs urls rendues publiques au fur et à mesure de leur remise en ligne.

AUX DECIDEURS...

L'agroalimentaire, moteur du développement économique

Le secteur agricole de l'Afrique représente environ 35 % du produit intérieur brut du continent et fait vivre plus de 50 % de la population du continent. Ces parts sont plus du double de celles de la moyenne mondiale et bien supérieures à celles de toute autre région émergente.

La dépendance à l'égard de l'agriculture a diminué dans d'autres régions émergentes. Par exemple, en Asie du Sud-Est, la part de l'agriculture dans le PIB est passée de 30 à 35 % en 1970 à 10 à 15 % en 2019. En Afrique, elle est restée inchangée pendant des décennies, selon les données de la Banque mondiale.

Dans le même temps, le secteur agricole africain est le moins développé au monde, avec les niveaux les plus bas de productivité de la main-d'œuvre et des terres. La valeur ajoutée par travailleur dans l'agriculture représente environ un quart de la moyenne mondiale et moins d'un cinquième de celle de la Chine.

Le secteur est dominé par de petits exploitants, produisant principalement pour leur propre consommation. Ils fonctionnent bien en dessous de l'échelle et de la portée efficaces minimales. La taille moyenne des exploitations en Afrique subsaharienne est de 1,3 hectare, contre 22 hectares en Amérique centrale, 51 hectares en Amérique du Sud et 186 hectares en Amérique du Nord, selon les données du Fonds international de développement agricole.

L'utilisation moyenne des machines agricoles en Afrique est la plus faible au monde et n'a augmenté que très légèrement depuis les années 1960.

Dans ce contexte, le développement du secteur agroalimentaire recèle un potentiel énorme pour favoriser le développement économique de l'Afrique. Pour que cela se produise, la productivité de l'agro-industrie africaine doit augmenter. Pourquoi l'agriculture devrait être au centre des préoccupations.

L'Afrique a des terres abondantes. L'agro-industrie pourrait être sa principale source d'avantage comparatif. La superficie des terres africaines est plus grande que celle de la Chine, de l'Inde, des États-Unis et de la majeure partie de l'Europe réunies. Plus de la moitié sont des terres arables, propices à la culture. Le temps dans différentes parties de l'Afrique offre des conditions parfaites pour la croissance de diverses cultures.

L'agriculture a un énorme potentiel de valeur ajoutée et l'Afrique a des avantages comparatifs dans ce secteur. En outre, la plupart des pays africains exportent des produits de base et des matières premières et importent des produits finis. Le Ghana, par exemple, exporte du cacao et importe du chocolat à haute valeur ajoutée ;

La dépendance de l'Afrique vis-à-vis des importations pour sa consommation est la plus élevée au monde en pourcentage de son PIB. Le développement de l'agro-industrie est fondamental pour la capacité de l'Afrique à assurer la sécurité alimentaire.

La mise à niveau vers des activités qui ajoutent plus de valeur à l'agriculture nécessite souvent une technologie moins avancée que dans les industries manufacturières. Comparez la technologie de production de pièces détachées pour l'industrie automobile avec celle nécessaire à la production de sachets de thé.

Les pays africains doivent développer leur secteur agricole également parce qu'il est peu probable qu'ils suivent les voies de développement traditionnelles. De nombreux autres marchés émergents se sont développés grâce à l'industrialisation et à la fabrication axée sur l'exportation. La croissance tirée par le secteur manufacturier a besoin d'infrastructures ; L'infrastructure de l'Afrique est médiocre. Ce modèle de croissance est également menacé par l'automatisation et la robotique qui remplacent le travail, et par le protectionnisme croissant sur les grands marchés mondiaux.

Des changements drastiques dans les précipitations et les conditions météorologiques changent ce qui peut pousser où et augmentent l'importance de l'efficacité de l'utilisation des terres. Il est important de comprendre les conséquences de ces changements afin de pouvoir les gérer efficacement.

L'agro-industrie africaine doit se développer pour que le continent se développe économiquement. Ses forces et ses faiblesses font de l'agro-industrie le secteur le plus important pour stimuler son développement économique global. Les décideurs politiques, les éducateurs et les chercheurs devraient en prendre note. Bien fait, les gains économiques du développement de l'agro-industrie africaine seront énormes.

Midas Tigossou

RSF REPORTERS SANS FRONTIÈRES

Image du jour



La Journée Internationale des droits de la Femme a été marquée par plusieurs activités au sein des filiales du Groupe Bolloré Africa Logistics au Togo. Une action sur le thème de l'année est organisée par la Direction Générale à l'endroit des femmes du Groupe où est portée par elles.

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Autonomisation des Femmes et des Filles

La BOAD s'engage aux côtés de la Coalition FICS

La Banque ouest africaine de développement (BOAD) s'engage à travailler avec les Banques et Institutions financières de Développement, membres de la Coalition FICS en faveur de la lutte contre les inégalités de Genre et de l'autonomisation des Femmes et des Filles.

• Junior AREDOLA

La BOAD rejoint la Coalition Finance In Common (FICS) sur le Genre. Institution de Financement de référence du Développement de la zone UEMOA, la Banque Ouest Africaine de Développement, (BOAD), informe, lundi 13 mars 2023 à Lomé, avoir rejoint la Coalition Finance en Commun, coprésidée par l'organisation UN Women et la Banque Africaine de Développement (BAD). A travers cette signature, annoncée le 20 Octobre 2022, par le cercle des Femmes Dirigeantes de la Coalition FICS, la BOAD s'engage à travailler avec les autres Banques et Institutions financières de Développement, membres de la Coalition FICS, et à rendre efficaces leurs actions de coordination et leur mobilisation, en faveur de la lutte contre les inégalités de Genre et l'autonomisation des Femmes et des Filles. En sa qualité de membre de l'Initiative Finance en Commun et du Club Mondial des Banques de Développement (IDFC), la BOAD ratifie la Déclaration de Paris sur

l'Egalité de Genre et l'autonomisation des Femmes. Cette déclaration vise, principalement, la promotion et l'accélération de l'Egalité de Genre et l'autonomisation de toutes les filles et les femmes, au travers des mécanismes et des politiques, déployés au niveau du système financier mondial. Ce nouvel engagement constitue une avancée significative dans la volonté de l'Institution commune de Développement des Etats de l'UEMOA, d'impulser des politiques transformatrices en matière de genre, tant au niveau institutionnel qu'organisationnel. La BOAD entend, ainsi, améliorer l'accès à des opportunités d'emploi, favoriser l'égalité d'accès aux services financiers, et plus largement, les financements, en faveur de l'égalité des sexes, des droits des femmes et leur autonomisation, catalyseurs du Développement Durable et de la résilience économique dans notre région. Au travers de son Plan Stratégique DJOLIBA, de ses missions et de sa politique Genre, la BOAD vise l'atteinte des Objectifs de Développement



Durable, et particulièrement l'ODD 5, visant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, déclinés par les quatre objectifs de la Coalition FICS, pour un développement plus équitable, plus inclusif et plus juste, en Afrique de l'Ouest.

A propos de la Coalition Finance En Commun (FICS)

La Coalition est un instrument international des bailleurs de fonds mis en œuvre pour développer et renforcer, de manière systématique et transversale, des politiques transformatrices en genre,

à travers toutes les pratiques internes et externes. Elle permet de ce fait, l'accès à des opportunités d'emploi et d'augmenter le financement pour l'égalité des sexes et les droits et l'autonomisation des femmes en tant que catalyseurs clés du développement durable et de la reprise économique, compte tenu des Déclaration et Programme d'action de Pékin dont le 25e anniversaire sera célébré à la Génération Forum de l'égalité.

Déclaration des Banques publiques de développement sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

" Nous, Banques Publiques de Développement (BPD) du monde, que nous soyons Banque Nationale, Régionale ou Multilatérale de Développement, Institution Financière de Développement, Banque Nationale de Développement, ou Agence de Crédit Export, réunis pour la première fois à Paris lors du Sommet Finance

en Commun, reconnaissons que les progrès vers l'égalité des sexes ont encore été beaucoup trop lents, en gardant à l'esprit que les inégalités entre les sexes sont un obstacle au développement durable et inclusif ; Nous exprimons nos plus vives inquiétudes quant au fait que les femmes et les filles, en particulier dans les pays en développement, sont touchées de manière disproportionnée par les conséquences économiques et sociales de la crise du Covid-19 et nous reconnaissons qu'elles sont au cœur de la lutte contre la pandémie en tant qu'acteurs clés du relance économique et sociale ; Nous reconnaissons que les droits des femmes sont spécifiquement inscrits dans les déclarations et textes internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et déve-

loppement, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, la Déclaration et le Programme d'action de Durban, la Conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement, ainsi que l'Accord de Paris sur les changements climatiques et le document final des conférences d'examen ; Nous nous inspirons des initiatives internationales sur l'égalité des sexes et l'investissement dans une optique de genre telles que le 2X Collaborative, les principes d'autonomisation des femmes des Nations Unies, la déclaration conjointe sur l'égalité des sexes et l'équité entre les sexes de l'International Development Finance Club (IDFC) et certaines initiatives clés telles que l'Affirmatif le programme Finance Action for Women in Africa (AFAWA) dirigé par le Groupe de la Banque africaine de développement et le programme Banking on Women de la Société financière internationale ; Nous appelons à accélérer la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles par le biais du système financier international alors que nous entrons dans la Décennie d'action, nous reconnaissons notre rôle important dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et dans la réponse à la crise du Covid-19, et nous rappelons notre rôle dans la contribution à l'ODD 5 : « Atteindre l'égalité des genres et autonomiser toutes les femmes et les filles », et dans la réalisation de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing ;"



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI - World economic outlook - dernières données disponibles - (e) estimation

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100.

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Commerce international

Shanghai importe plus de sésame en provenance du Togo

Le port Waigaoqiao de Shanghai en Chine a déjà enregistré sur les deux premiers mois de cette année, 2023, un total de 1.845 tonnes de sésame importé d'Afrique, principalement du Mali, du Togo, du Mozambique, du Niger et de Tanzanie.

● Joël YANCLO

A en croire un bilan établi le 3 mars 2023, l'importation de sésame en provenance d'Afrique cette année, connaît une hausse de 4,3 fois sur un an, ont annoncé lundi 13 mars 2023, les douanes de Shanghai et rapporté par l'Agence de presse Xinhua. La Chine est actuellement le plus grand marché d'importation pour le sésame africain, Waigaoqiao étant le principal port d'entrée à Shanghai. Au cours des deux premiers mois de cette année, les importations de sésame provenaient principalement du Mali, du Togo, du Mozambique, du Niger et de Tanzanie. Wu Zhigang, propriétaire d'une entreprise de céréales et d'huile située dans la ville de Kunshan, dans la province chinoise du Jiangsu (est), a indiqué à Xinhua qu'en raison de leur haute qualité et de leur faible prix, les importations de sésame africain étaient principalement utilisées pour extraire de l'huile comestible. Avec une demande croissante pour les produits à base d'huile de sésame sur le marché chinois, l'entreprise de M. Wu envisage d'importer plus de 10.000 tonnes de sésame africain cette année, contre plus de 3.000 tonnes l'année dernière. Les statistiques des douanes de Shanghai montrent qu'au cours des deux premiers mois de cette année, les ports de Shanghai ont importé plus de 40.000 tonnes de produits agricoles africains, dont le sésame, pour une valeur de plus de



100 millions de dollars. Au Togo, le sésame est principalement développé dans les Plateaux, les régions Centrales et Maritimes qui ont le climat idéal pour sa culture du sésame.

Une stratégie de promotion de la filière sésame

Au Togo, l'Initiative Sésame est née de la collaboration entre le Ministère de la Promotion de l'Investissement (MPI) et le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural (MAEDR) avec l'appui de la Facilité pour la Réforme du Climat d'Investissement (ICR) afin de développer la filière du sésame. La première phase de l'étude a permis d'identifier les défis de la filière sésame à savoir : le manque de structuration des professions de la filière, le déficit de maîtrise des techniques de production par les agriculteurs, et le coût élevé des intrants. La deuxième phase de l'étude, dite de guidage de la stratégie, quant à elle, a consisté à la rédaction du diagnostic stratégique, aux entretiens avec divers experts de la filière et à la tenue de deux réunions de restitution à Kara et à Lomé. Trois grandes lignes d'action Il se dégage du diagnostic et des différentes rencontres avec les experts une stratégie qui s'oriente vers une production de matière première bio à court terme et vers une

production bio transformée à long terme. Pour atteindre ces objectifs, les consultants ont proposé trois grandes lignes d'action pour développer et renforcer la compétitivité de la filière à savoir : l'amélioration de la connexion aux marchés et le renforcement des partenariats ; le support aux bonnes pratiques (production bio) et, le support à la transformation primaire. La prochaine et dernière phase consistera essentiellement en la rédaction du plan d'action et des réunions de restitution des activités accomplies qui marqueront la fin de l'étude. De ces travaux découleront un document final de mise en œuvre d'une stratégie de promotion de la filière et d'attraction d'investisseurs. Tout l'intérêt de cette étude réside notamment dans les retombées directes sur les acteurs de la filière, à savoir l'augmentation des revenus, la garantie des débouchés, la réglementation des prix de ventes permettant d'éviter les fluctuations et la disponibilité des matières premières pour les transformateurs. Cela permettra également d'ajouter de la valeur à l'économie togolaise et d'améliorer la balance commerciale et les termes de l'échange à travers l'exportation de produits transformés et donc une meilleure contribution du secteur agricole au PIB du Togo.



Secteur Eau et assainissement

Les acteurs se concertent sur les priorités de la sous-région

Un atelier de concertation régionale de préparation de la conférence des Nations Unies sur l'eau prévu, du 22 au 24 mars prochain à New York, se tient, depuis le 13 mars 2023, à Lomé. Cette initiative du Centre de Gestion des Ressources en Eau (CGRE) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'axe 3 de la Politique Régionale de l'Eau (PREAO).

La rencontre présidée par le ministre de l'Eau et de l'Hydraulique, M. Bolidja Tiem, est une occasion, non seulement, de renforcer la coopération entre les parties prenantes sur les questions liées à l'eau, mais aussi de permettre aux institutions Ouest Africaines d'Intégration Régionale, ainsi qu'aux organismes des bassins d'eau de se préparer activement. Ceci, en vue d'une participation commune et conjointe sous la coordination et le leadership de la Commission de la CEDEAO. Du 22 au 24 mars prochain, va se tenir à New York aux Etats Unies, la conférence sur l'eau sous le thème « eau et développement durable ». Dans le but d'apporter des contributions significatives et, surtout permettre aux pays de la CEDEAO de faire des propositions concrètes à leur profit, les acteurs en charge de la gestion intégrée des ressources en eau, les organisations intergouvernementales des secteurs de l'eau et du climat, les organismes des bassins transfrontaliers, prennent part, depuis le 13 mars 2023, à Lomé, à un atelier de concertation régionale. Pendant trois jours, les participants vont échanger sur les enjeux de l'organisation de la conférence sur



l'eau, partager les résultats des concertations africaines. Les parties prenantes vont également renforcer leurs capacités sur la formulation des engagements et besoins clairs, parler des attentes et priorités de l'Afrique de l'Ouest en termes de programmes et projets. Elles vont aussi définir des actions pour le renforcement de la coopération régionale et des synergies, en vue de la mise en œuvre effective de la gestion intégrée des ressources en eau. Selon le ministre de l'Eau et de l'Hydraulique, M. Bolidja Tiem, l'accès de tous à l'eau potable, à l'assainissement et la gestion durable des ressources en eau restent un défi majeur qui doit se traduire par des actions concrètes dans tous les pays. Pour lui, beaucoup d'efforts ont été faits dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et au niveau transfrontière.

Cependant, du chemin reste à faire. « C'est en agissant de concert, à travers une coopération régionale et transfrontière que nous parviendrons à mieux gérer nos ressources en eau qui sont de plus en plus affectées par les effets des changements climatiques », a-t-il souligné. Pour le Commissaire de la CEDEAO en charge des Infrastructures, Energie et Digitalisation, M. Sédiko Douka, l'eau potable et l'assainissement sont la base pour la réduction de la pauvreté, la croissance économique, la santé et la préservation des écosystèmes. C'est pourquoi, il s'est réjoui pour la tenue de cette rencontre qui permettra de faire le point de la coopération régionale en matière de l'eau. Aussi, a-t-il précisé que les défis de gestion des ressources en eau persistent.

Avec Togo Presse



Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banque mondiale - dernières données disponibles

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE-----
La Commission
-----Département des Services Administratifs
et Financiers

APPEL D'OFFRES OUVERT

N°007/2023/AO/COM/UEMOA

Date de Publication de l'avis : Lundi 06 mars 2023

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la passation d'un accord-cadre en vue de la fourniture de cartouches d'encre au profit de la Commission de l'UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'Offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour l'appel d'offres en vue de la passation des accords-cadres pour la fourniture de cartouches d'encre au profit de la Commission de l'UEMOA.
3. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour la fourniture de cartouches d'encre au profit de la Commission.
4. A l'issue de cet appel d'offres, les trois (03) premiers fournisseurs seront retenus pour la signature d'un accord-cadre.
5. Les critères de sélection porteront sur le respect des spécifications techniques minimales, la fourniture du certificat d'origine des cartouches, le nombre de références similaires et le chiffre d'affaires moyen fourni au cours des cinq dernières années.
6. La durée de l'accord cadre ne saurait excéder trois (03) ans.
7. Pendant la durée de validité de l'accord cadre, les marchés subséquents seront attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord cadre. Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenance du besoin.
8. Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :
 - un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes: faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois mois ;
 - une attestation originale justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
 - une attestation originale de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
 - une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non-validité ne conduit pas à l'élimination de l'offre du soumissionnaire. Cependant, ladite pièce doit être produite soixante-douze (72) heures, après l'ouverture des plis.

9. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières de la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou**, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA payable à la **Direction de la Trésorerie et de la Comptabilité**.

Les offres rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le jeudi 06 avril 2023 à 9 h 30, heure locale.**

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.

10. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.
11. La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.
12. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous :

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur
Joseph KI-ZERBO
/01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter :

- **M. Brice SIB** - Email : bsib@uemoa.int, Tél. : 25 32 86 73/ poste 87 30
13. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

**Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet pi,**

Ayi d'ALMEIDA

Energie

Invest in Africa Energy sera à Dubaï le 30 mars prochain

La Chambre africaine de l'énergie (AEC) - la voix du secteur de l'énergie en Afrique - en partenariat avec la société mondiale d'études et de renseignements sur le marché de l'énergie S&P accueillera l'étape de Dubaï de l'événement Investir dans l'énergie en Afrique le 30 mars, pour présenter les opportunités d'investissement et de partenariat à travers Le secteur de l'énergie en plein essor en Afrique.

● Nicole ESSO

Après le succès des réceptions Invest in African Energy organisées dans toute l'Europe à Londres (Royaume-Uni), Oslo (Norvège) et Francfort (Allemagne) en 2023, l'édition de Dubaï vise à renforcer la coopération énergétique entre les décideurs et les parties prenantes de l'énergie africaine avec les Émirats arabes unis et les entreprises et les investisseurs dans Moyen-orient. Grâce à des tables rondes et à des réunions de haut niveau, à des réseaux exclusifs et à des signatures d'accords, l'événement Invest in African Energy Dubai lancera une nouvelle ère de croissance du secteur de l'énergie pour l'Afrique grâce à une coopération optimale en matière d'investissement et de savoir-faire industriel entre les Émirats arabes unis et acteurs africains. Alors que l'Afrique maximise le développement et l'exploitation de ses réserves estimées à 125,3 milliards de barils de pétrole brut et 620 billions de pieds cubes de gaz pour lutter contre la pauvreté énergétique et stimuler le développement socio-économique, les Émirats arabes unis, en tant que l'un des plus grands producteurs et investisseurs d'hydrocarbures au monde, représentent un partenaire idéal pour le continent afin de maximiser la croissance de l'industrie. Les entreprises des Émirats arabes unis - dont la Compagnie pétrolière nationale d'Abou



Dhabi (ADNOC), Petrofac et le Groupe des sociétés pétrolières nationales des Émirats (ENOC) - ont joué un rôle crucial dans la stabilisation de l'ensemble de la chaîne de valeur pétrolière et gazière de l'Afrique. L'ADNOC, par exemple, améliore les opérations en aval de l'Afrique avec le lancement récent de superpétroliers pour augmenter les capacités de stockage de carburant de l'Angola et de la République démocratique du Congo. La société a également récemment acquis une participation de 50% dans l'activité de détail de TotalEnergies en Egypte tandis qu'ENOC construit des infrastructures de réception et de stockage de pétrole pour la Tanzanie afin de positionner le pays comme un hub pétrolier pour la région de l'Afrique de l'Est et du Centre. Petrofac mène également d'importants travaux pour Tullow Oil dans les champs mauritaniens de Banda et de Tiof, tandis qu'un large éventail d'investissements aux EAU ont stimulé les activités africaines en amont. L'Afrique offre de vastes opportunités aux entre-

prises du Moyen-Orient qui cherchent à se développer dans l'industrie pétrolière et gazière en plein essor du continent et la réception Invest in African Energy Dubaï présentera ces opportunités, maximisera les partenariats existants tout en ouvrant la voie à de nouvelles collaborations pour améliorer l'exploration pétrolière et gazière en Afrique, capacités de production, d'exploitation et de monétisation. Pendant ce temps, le manque de financement et d'infrastructures adéquats sont les plus grandes contraintes auxquelles l'industrie africaine des hydrocarbures est confrontée. Les investissements du Moyen-Orient dans les projets pétroliers et gaziers africains sont importants pour aider le continent à répondre à ses besoins énergétiques croissants. Sur le front des énergies renouvelables, les institutions des secteurs privé et public du Moyen-Orient sont également à l'avant-garde des investissements et de la mise en œuvre de projets à travers l'Afrique.

Afrique subsaharienne

La BEI et Afreximbank vont investir 211 millions \$ dans le secteur des soins de santé

Les fonds devraient servir à financer la construction et l'aménagement de cliniques et d'hôpitaux ainsi que des projets visant à accroître la production locale des médicaments indispensables pour lutter contre des maladies mortelles telles que le cancer, le sida, le paludisme et la tuberculose.

La Banque européenne d'investissement (BEI) et Banque africaine d'import-export (Afreximbank) ont annoncé, dans un communiqué conjoint publié mardi 7 mars, le lancement d'une initiative d'investissement de 200 millions d'euros (environ 211 millions de dollars) dans le secteur des soins de santé en Afrique subsaharienne. Cette initiative a été officiellement lancée par Thomas Östros, vice-président de la BEI et Denys Denya, vice-président exécutif d'Afreximbank

lors de la 5e Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés qui se tient à Doha, au Qatar. « Afreximbank et la BEI mobiliseront chacune un nouveau financement de 100 millions d'euros destiné à moderniser et développer les établissements de soins de santé publics et renforcer la production de médicaments sûrs, abordables et efficaces en Afrique subsaharienne », ont indiqué les deux institutions financières. Concrètement, la nouvelle initiative permettra de financer la construction et l'amé-

nagement de cliniques et d'hôpitaux, essentiels pour permettre un traitement rapide des maladies transmissibles, réduire la mortalité infantile et faciliter l'accès aux systèmes de santé publique. Elle permettra également de financer des projets visant à développer la production locale de médicaments indispensables pour lutter contre des maladies mortelles telles que le cancer, le sida, le paludisme et la tuberculose.

Avec Agence Ecofin

Mauritanie

L'hydrogène vert gagne de plus en plus du terrain

La Mauritanie qui s'apprête à accueillir un méga projet d'hydrogène vert confirme ses ambitions dans ce secteur et pourrait devenir à terme le principal hub de production de cette énergie du futur sur le continent.

En effet, un consortium dirigé par le groupe allemand Conjuncta va investir 32 milliards d'euros dans un projet d'hydrogène vert en Mauritanie. L'initiative a été lancée officiellement mercredi 8 mars 2023 via la signature d'un accord avec la Mauritanie, le groupe énergétique émirati Abu Dhabi Future Energy Company (Masdar) et le fournisseur d'énergie égyptien Infinity.

Le projet aura une capacité de production annuelle pouvant atteindre 8 millions de tonnes d'hydrogène vert ou d'autres produits finis à base d'hydrogène, avec une capacité d'électrolyseurs pouvant atteindre 10 gigawatts, selon le communiqué conjoint publié par les trois partenaires. Ce complexe de production d'hydrogène vert et de ses



dérivés sera implanté au nord-est de Nouakchott et sa construction devrait être achevée en 2028.

Stimuler l'importation

«Ce projet mauritanien sera étroitement lié à l'Allemagne car ce pays européen sera aussi bien son client que son fournisseur de technologies », a déclaré Stefan Liebing, PDG de Conjuncta. Dotée

d'une puissante industrie qui est reconnue mondialement, l'Allemagne tente d'effectuer le plus rapidement possible sa transition énergétique pour contrebalancer la diminution de ses importations de gaz russe et décarboner son économie. Au mois de décembre 2022, le gouvernement fédéral a d'ailleurs procédé à l'approbation de la mise en place de son premier réseau national d'hydrogènes verts.

Avec VivAfrik

Sénégal

SFI mobilisera 242 M€ pour le ciment bas carbone de Sococim

Au Sénégal, la Société financière internationale (SFI), la filiale du groupe de la Banque mondiale en charge du financement du secteur privé signe un partenariat avec le cimentier Sococim. La filiale du groupe français Vicat s'appuiera sur ce financement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à la production de son ciment.

Le partenariat entre la Société financière internationale (SFI) et Sococim porte sur la mobilisation de 242 millions d'euros. La filiale du groupe de la Banque mondiale en charge du financement du secteur privé compte y contribuer à hauteur de 120 millions d'euros. L'autre partie du financement, soit 122 millions d'euros en monnaie locale (le franc CFA) sera mobilisé auprès de plusieurs banques commerciales, notamment la filiale sénégalaise de la banque française Société générale et la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Sénégal (Bicis), la filiale du groupe français BNP Paribas. CBAO Groupe Attijariwafa Bank participera également à la mobilisation financière en faveur de Sococim, aux côtés de la filiale sénégalaise d'Ecobank Transnational Incorporated. Dans le cadre de cette transaction, la Société Générale Sénégal agira à titre d'agent administratif pour gérer le financement en monnaie locale avec les autres prêteurs.

L'efficacité énergétique

La plus grande partie du



financement mobilisé (214 millions de dollars) est destiné à soutenir les investissements de Sococim visant à décarboner la production de son ciment. Constituant de base du ciment, le clinker est réputé pour son bilan carbone négatif à cause de sa production à très haute température nécessitant une quantité importante d'énergie. Dans son plan d'investissement, Sococim devrait consacrer 260 millions de dollars à la modernisation de son usine de production de clinker. Le chantier permettra de remplacer une partie de ses lignes de production de clinker existantes par une nouvelle ligne plus économe en carburant. Selon Sococim, la nouvelle ligne permettra de renforcer l'efficacité énergétique de son usine à travers le remplacement du carburant par «des combustibles de substitution».

La décarbonation du

clinker

«Accélérer la modernisation des usines de production de ciment les plus anciennes est crucial pour réduire l'empreinte carbone du secteur, tout en comblant le déficit croissant de logements que l'urbanisation rapide crée dans des pays comme le Sénégal», indique la SFI qui soutient la stratégie de Sococim. À en croire la filiale du groupe français Vicat, le recours à des combustibles de substitution permettra d'éviter les émissions de 312 000 tonnes équivalent CO2 par an d'ici à 2030. Mais d'autres cimentiers vont plus loin en remplaçant purement et simplement le clinker dans la production du ciment. C'est le cas de Continental Blue Investments Ghana (CBI) qui mise sur de l'argile calcinée pour la production du ciment bas carbone au Ghana.

Avec afrik21

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 14 mars 2023

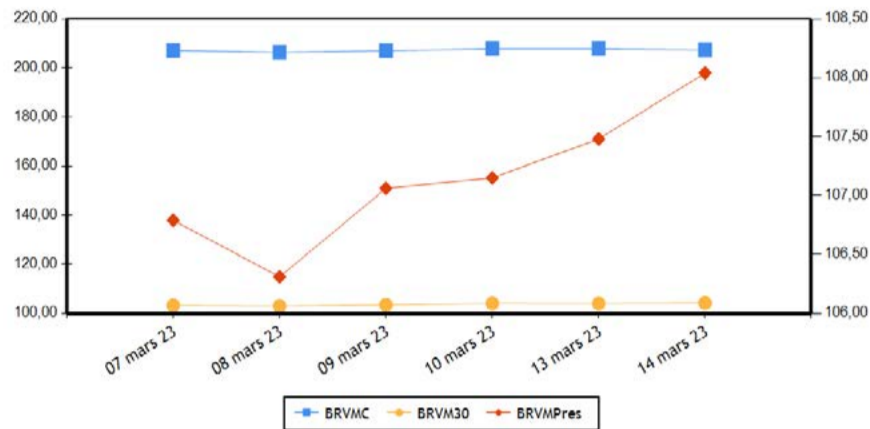
N° 52

BRVM COMPOSITE	207,37
Variation Jour	-0,20 %
Variation annuelle	2,04 %

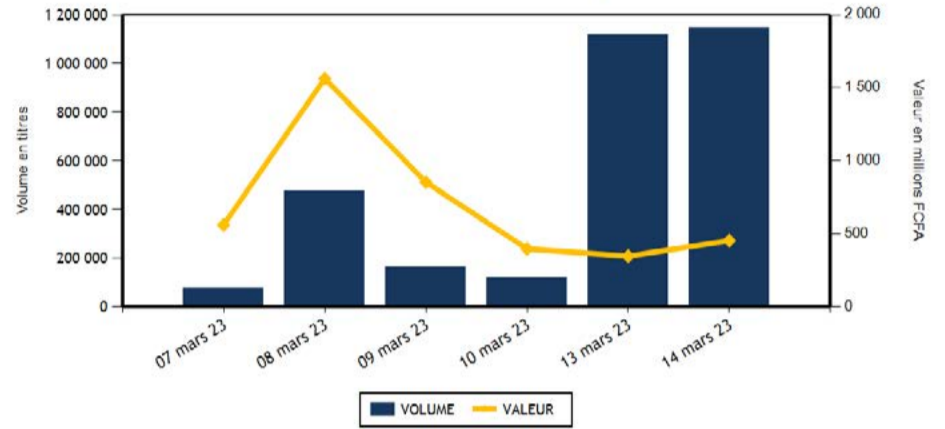
BRVM 30	104,21
Variation Jour	0,19 %
Variation annuelle	4,21 %

BRVM PRESTIGE	108,04
Variation Jour	0,52 %
Variation annuelle	8,04 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 714 866 789 435	-0,20 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 147 207	2,69 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	447 307 505	28,80 %
Nombre de titres transigés	42	-2,33 %
Nombre de titres en hausse	17	112,50 %
Nombre de titres en baisse	15	-25,00 %
Nombre de titres inchangés	10	-33,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 152 625 552 584	0,00 %
Volume échangé	663	583,51 %
Valeur transigée (FCFA)	6 539 133	578,97 %
Nombre de titres transigés	3	50,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	200,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	1 170	6,36 %	23,16 %
TOTAL CI (TTLC)	2 290	4,33 %	20,84 %
SAPH CI (SPHC)	5 300	3,92 %	6,11 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	4 950	3,13 %	-17,15 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	5 085	1,70 %	10,91 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CIE CI (CIEC)	2 255	-2,38 %	13,32 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 855	-2,25 %	12,60 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 085	-2,21 %	37,43 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	9 800	-1,95 %	-4,02 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 265	-1,74 %	-7,55 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	108,04	0,52 %	4,21 %	1 074 975	148 700 430	6,38
BRVM-PRINCIPAL	36	98,27	-0,61 %	-1,73 %	72 232	298 607 075	9,71

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	97,84	0,28 %	-6,12 %	15 398	74 429 260	27,40
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	498,52	-1,01 %	1,91 %	7 144	65 432 155	9,36
BRVM - FINANCES	15	78,32	0,19 %	3,72 %	1 103 579	242 747 645	7,07
BRVM - TRANSPORT	2	338,12	0,00 %	-1,05 %	1 538	2 111 920	5,39
BRVM - AGRICULTURE	5	293,35	1,44 %	3,45 %	5 988	42 815 600	5,72
BRVM - DISTRIBUTION	7	372,51	1,31 %	3,90 %	11 919	17 965 755	25,99
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 443,64	6,36 %	23,16 %	1 641	1 805 170	14,05

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	8,14
Taux de rendement moyen du marché	7,39
Taux de rentabilité moyen du marché	8,30
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	120
Volume moyen annuel par séance	459 103,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 146 683 709,13

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	35,01
Ratio moyen de satisfaction	24,51
Ratio moyen de tendance	70,01
Ratio moyen de couverture	142,84
Taux de rotation moyen du marché	0,11
Prime de risque du marché	6,39
Nombre de SGI participantes	30

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Londres

Le pétrole en forte baisse, inquiété par SVB et la Russie

Les investisseurs se focalisent sur les risques pour le système financier posés par la faillite de la banque SVB, tandis que la bonne tenue des exportations venues de Russie ajoute aux déboires du marché.

Vers 13 h 05 GMT (14 h 05 en Suisse), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai perdait 4,60%, à 78,97 dollars, repassant sous le cap de 79 dollars pour la première fois, depuis début janvier. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en avril, cédait 5,02%, à 72,84 dollars. Après avoir débuté la séance dans le vert, les cours du pétrole se sont repliés dans le sillage des Bourses mondiales et du dollar, les investisseurs étant inquiets de la situation de Silicon Valley Bank (SVB). La faillite de cette banque californienne a forcé les autorités américaines à annoncer des mesures pour protéger les dépôts, afin d'éviter un phénomène de panique sur le marché. «Les marchés digèrent encore la nouvelle et craignent toujours un phénomène de propagation», note James Harte, analyste chez TickMill. Le pétrole souffre quand les investisseurs craignent pour la croissance



mondiale et privilégient les valeurs refuges.

Exportations russes

Par ailleurs, «la Russie continue ses exportations vers de nombreux pays, ce qui augmente l'offre sur le marché», remarque Walid Koudmani, analyste chez XTB. Selon des données compilées par Bloomberg, la Russie continue d'exporter par mer autant de pétrole qu'avant les sanctions occidentales, et son annonce d'une diminution volontaire de sa production ne se reflète pas non plus dans les mouvements de navires exportateurs. À plus long terme, les déboires du secteur financier

pourraient pousser la Réserve fédérale américaine (Fed) «à moins monter ses taux», ce qui augmenterait les liquidités sur le marché et profiterait au pétrole, commente Warren Patterson, analyste chez ING. Et les analystes spécialisés continuent d'estimer que le retour de la demande chinoise va faire grimper les prix à moyen terme: Goldman Sachs mise ainsi sur un prix du baril de Brent à 100 dollars à la fin de l'année. Le cours du Brent avait dépassé ce cap symbolique en mars 2022 dans le sillage de l'invasion russe de l'Ukraine, mais avait reculé à partir du milieu de l'année.

(AFP)

Web

Meta dit travailler sur un nouveau réseau social de type Twitter

Le nouveau projet permettrait de partager des messages écrits en temps réel, a annoncé la maison mère de Facebook vendredi. Un potentiel futur concurrent au réseau à l'oiseau bleu.

Meta, la maison mère de Facebook et Instagram, a annoncé vendredi travailler sur un nouveau réseau social dont la description semble en faire un futur concurrent potentiel de Twitter. «Nous réfléchissons à un réseau social décentralisé et indépendant permettant de partager des messages écrits en temps réel», a déclaré le groupe dans une déclaration, confirmant une information dévoilée par le site Platformer. Selon ce dernier, la nouvelle application serait pensée afin d'être interopérable avec les autres réseaux du même type, tels que Mastodon, qui a gagné une popularité relative depuis le rachat de Twitter par le milliardaire Elon Musk, en octobre dernier. Mastodon fonctionne grâce à des serveurs décentralisés, sans direction centrale ni au-



torité prenant les décisions.

En perte de vitesse

Cette annonce intervient alors que Twitter est en perte de vitesse depuis le rachat par Elon Musk, qui a licencié plus de la moitié des salariés. Parmi les décisions prises par le principal actionnaire de Tesla et SpaceX, le retour sur la plateforme de personnalités controversées qui en avaient été bannis pour des propos jugés offensants a inquiété la plupart des principaux annonceurs du site, qui ont depuis annoncé

prendre leurs distances. Le réseau est par ailleurs régulièrement victime de pannes techniques. Le choix de l'interopérabilité envisagée par Meta se démarque également de l'approche de Twitter en la matière: en décembre, Elon Musk avait fait brièvement bloquer les comptes de plusieurs utilisateurs qui partageaient des liens vers d'autres réseaux sociaux, dont Facebook, Instagram ou Mastodon.

(AFP)

L'éco en bref

La livre libanaise atteint un seuil record

La livre libanaise a franchi le seuil record de 100'000 pour un dollar, mardi, sur les marchés parallèles, ont rapporté des bureaux de change dans le pays, englué dans une très grave crise économique et financière. Ce record historique survient alors que les banques ont repris une grève illimitée. Le taux de change officiel avait été fixé en février à 15'000 livres pour un dollar américain.



Volkswagen choisit le Canada pour une nouvelle usine de batteries

Le géant automobile allemand Volkswagen a annoncé, lundi, qu'il installerait au Canada sa prochaine usine de batteries, sans se prononcer dans l'immédiat sur ses plans en Europe, au moment où la course aux subventions fait rage de chaque côté de l'Atlantique. L'usine que le groupe prévoit d'ouvrir en 2027 à Saint-Thomas, dans la province de l'Ontario, sera la première du genre en Amérique du Nord, un marché dont Volkswagen a fait l'une de ses «priorités essentielles», a rappelé le PDG Oliver Blume. Volkswagen injecte des dizaines de milliards d'euros dans sa transition vers la voiture électrique et veut devenir le premier constructeur européen à fabriquer lui-même une partie de ses batteries pour être moins dépendant de la production asiatique, où Chine et Corée dominent ce savoir-faire.

Le marché musical français a progressé de 6,4% en 2022

En 2022, le marché français de la musique enregistrée a affiché un résultat en progression de 6,4%, à 920 millions d'euros, soit une sixième année consécutive de hausse, a dévoilé mardi le Syndicat national de l'édition phonographique (Snep). Les ventes (hors droits voisins et synchronisation des films, publicités, jeux vidéo), à hauteur de 766 millions d'euros, reposent aux «trois quarts» sur les «exploitations numériques», selon le Snep. Soit 569 millions d'euros en comptant le streaming par abonnement et le streaming financé par la publicité. Le streaming par abonnement, à hauteur de 426 millions d'euros, est en «progression de 11% par rapport à 2021», développe le Snep. En revanche, les supports physiques, CD et vinyle, ne constituent qu'un quart des ventes. Le CD, toujours deuxième source des ventes malgré une baisse de 25%, est talonné par le vinyle. Ce dernier, en hausse de 13%, représente «désormais 45% des ventes physiques», relève le syndicat.

Accalmie sur les marchés avant l'inflation américaine

Les Bourses mondiales restent précautionneuses mardi après plusieurs jours difficiles en raison des faillites de banques américaines et avant un indicateur d'inflation aux États-Unis crucial pour les prochaines décisions de la Banque centrale américaine. Après deux séances de forte baisse, autour de 3% lundi, les places européennes évoluaient mardi en légère hausse. Vers 12h10, Paris avançait de 0,37%, Francfort de 0,65% et Milan de 0,23%, mais Londres cédait 0,10%. Les marchés américains, qui ont terminé en ordre dispersé lundi, se dirigeaient vers une ouverture en hausse entre 0,3% et 0,5% selon les contrats à terme des trois principaux indices. Seule l'Asie a subi de fortes baisses, mais qui reflètent davantage un rattrapage par rapport aux séances précédentes sur les marchés occidentaux, avec des replis de 2,19% à Tokyo et 2,27% à Hong Kong.



Sélection AFP & REUTERS



INVESTIR EN ZONE UEMOA

EMETTEUR	CÔTE D'IVOIRE	BURKINA	NIGER
Date	14/03/2023	15/03/2023	16/03/2023
Instrument	BAT 91J - OAT 3A - OAT 5A	BAT 182J - OAT 3A	BAT 182J - BAT 364J - OAT 3A
Montant (en Mds de FCFA)	80	30	35
Taux d'intérêt	Multiples - 5,30% - 5,50%	Multiples - 5,70%	Multiples - Multiples - 5,60%

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur : www.umoatitres.org

HOROSCOPE finance

Bélier En affaires, la chance sera cette fois au rendez-vous, avec la planète Uranus en bel aspect. Des occasions inespérées vont se présenter ; saisissez-les au passage, mais traitez-les sans précipitation.

Taureau Journée tout indiquée pour mettre de l'ordre dans votre budget. Bon moment aussi pour avancer vers la solution d'un épineux problème financier. Mettez-vous en règle avec l'administration fiscale.

Gémeaux Côté finances, vous aurez du mal à remonter la pente après vos récentes dépenses somptueuses. Le mieux serait d'aller voir votre banquier pour négocier un découvert dans de bonnes conditions. Pratiquer la politique de l'autruche ne vous serait d'aucune utilité.

Cancer Vous soucis pécuniaires s'éloigneront à pas de géant. L'argent d'un peu partout convergera vers votre escarcelle. Même les débiteurs dont vous désespérez paieront leur écot de façon on ne peut plus correcte. Mais vous aurez un nouveau souci, celui de dépenser cet argent ! Comme le disait Lucius Florus, "il est aussi mauvais d'avoir de l'argent que de n'en avoir pas".

Lion Avec Neptune, planète de chance, en cet aspect, vous pouvez vous attendre à bénéficier d'une solide protection dans le domaine financier. Faites confiance à votre bonne étoile, elle ne va pas vous lâcher. Au point que vos revenus pourraient même augmenter sans que vous ayez fait le moindre effort pour cela !

Vierge On vous fera des propositions d'achat de biens immobiliers ou d'objets de collection. Avant de vous livrer à ces acquisitions, réfléchissez à leur opportunité ; une seconde opinion ne serait pas superflue.

Balance Dans le domaine matériel, vous pourrez effectuer des transactions très profitables, tout spécialement l'achat ou la vente de biens immobiliers. Mais attention aux risques excessifs et aux opérations mal préparées.

Scorpion Le domaine financier ne connaîtra de changements. Vos ressources seront saines et bien gérées. Les rentrées seront régulières, stables. Vous serez tenté de faire des cadeaux à ceux que vous aimez, en particulier à l'être cher et d'autant plus si vous songez à convoler !

Sagittaire L'appel de l'argent facile résonnera à vos oreilles comme un chant de sirène. Vous serez tenté de vendre vos meubles, pour ainsi dire, ou de faire l'impasse sur votre petit déjeuner pour acheter des billets du Loto ou du Tac-o-Tac. Ressaisissez-vous, ne courez pas après leurre ! Il est bien vrai que quelqu'un doit gagner gros dans un de ces jeux, mais ce ne sera pas vous ! Toutefois, vous pourrez jouer avec une petite mise ; consultez alors votre nombre de chance.

Capricorne Organisez-vous pour résister à l'adversité financière qui sera pour bientôt. Ce ne sera pas le moment de prendre les vessies pour des lanternes : les dettes deviendront redoutables. Si vous tenez compte de l'avertissement des astres, vous serez en mesure d'éviter la tempête ou tirer votre épingle du jeu honorablement.

Verseau L'influence de Mars pourra avoir deux conséquences. D'un côté, cette planète va vous inciter à vous donner beaucoup de mal pour améliorer vos revenus, ce qui est évidemment très positif. Mais de l'autre, elle risque de vous souffler des envies d'achats impulsives, vous tournant sérieusement la tête, au point de vous faire signer un chèque ou souscrire un emprunt largement au-dessus de vos moyens !

Poissons Avec votre pouvoir de persuasion, allié à un solide bon sens, vous réussirez à mener à bien une transaction financière qui s'annonçait pourtant très difficile. Mais ne vous endormez pas sur vos lauriers.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO

Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département des Services Administratifs
et Financiers

APPEL D'OFFRES OUVERT

N°006/2023/AO/COM/UEMOA

Date de Publication de l'avis : Mardi 28 février 2023

- Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la sélection de prestataires en vue de la fourniture, l'installation, la configuration et la mise en service d'une connexion Internet haut débit au Siège de la Commission de l'UEMOA et au Complexe Administratif à Ouaga 2000. Le présent appel d'offres ouvert est constitué de trois (03) lots distincts :
 - **Lot I** : la fourniture, l'installation, la configuration et la mise en œuvre par l'opérateur de télécommunications, d'une (01) liaison Internet symétrique dédiée par fibre optique au Siège de la Commission de l'UEMOA et Complexe Administratif à Ouaga 2000.
 - **Lot II** : la fourniture, l'installation, la configuration et la mise en œuvre par l'opérateur de télécommunications, d'une (01) liaison Internet symétrique dédiée par fibre optique au Complexe Administratif à Ouaga 2000 et au Siège de la Commission de l'UEMOA.
 - **Lot III** : la fourniture, l'installation, la configuration et la mise en œuvre par l'opérateur de télécommunications, d'une (01) liaison Internet symétrique dédiée par fibre optique au Siège de la Commission de l'UEMOA.
- La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'Offres ouvert, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour la fourniture, l'installation, la configuration et la mise en service d'une connexion Internet haut débit au Siège de la Commission de l'UEMOA et au Complexe Administratif à Ouaga 2000.
- La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises.
- La durée d'exécution du contrat est d'une année par lot.

législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois mois ;

- une attestation originale conforme justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non-validité ne conduit pas à l'élimination de l'offre du soumissionnaire. Cependant, ladite pièce doit être produite soixante-douze (72) heures, après l'ouverture des plis.

- Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la Direction du Secrétariat de la Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières de la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA/lot à la Direction de la Trésorerie et la Comptabilité.

NB : Afin de réduire les risques de rupture de service et pour permettre la mise en œuvre d'une redondance des accès, le soumissionnaire ne pourra être retenu que pour un des lots. Plusieurs lots ne pourront être en aucun cas attribués au même soumissionnaire.

Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mardi 28 mars 2023 à 09 h 30, heure locale, accompagnées de garantie bancaire de soumission d'un million cinq cent mille (1 500 000) FCFA/lot.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.

- L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H, en présence des **représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.**
- La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.
- Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous :
**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers**
- Personnes à contacter :**
 - **M. Brice SIB-** Tel.: +226 25 31 86 40 poste 86 40, Email : bsib@uemoa.int
 - **Monsieur Thierry Marc OUEDRAOGO** - Tél: +226 25 31 88 73 poste 8835, Email : tmouedraogo@uemoa.int
- La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers
et par délégation,
Le Directeur de Cabinet pi,



Promotion du commerce électronique**Les femmes du ministère du commerce outillées sur l'utilisation des technologies**

Les femmes du ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale renforcent leurs capacités sur l'utilisation des technologies dans la promotion du commerce électronique. « Autonomisation féminine dans le numérique pour le développement du commerce électronique », c'est le thème qui a regroupé ces femmes à Lomé, à l'occasion de la célébration de la journée internationale des droits de la femme.

● Nicole ESSO

Il a été constaté qu'un écart persistant entre les sexes en matière d'accès au numérique empêche les femmes de renforcer pleinement leur potentiel dans l'utilisation des technologies. Leur sous-représentation dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) reste un obstacle majeur à leur participation à la conception et à la gouvernance des technologies. Par ailleurs, la menace omniprésente de la violence en ligne fondée sur le genre les démotive à s'engager davantage dans l'utilisation du numérique. A l'ouverture de la causerie-débat, Comlan Nomadoli Yakpey, secrétaire général du ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale (MCICL), a exhorté les femmes du ministère à être disponibles, dynamiques et à cultiver l'excellence dans l'accomplissement de leurs tâches professionnelles. « Cette journée est une occasion ultime d'instaurer le débat entre les collaborateurs de notre ministère autour de l'autonomisation des femmes, dans le but de favo-



riser un environnement technologique performant et une synergie efficace d'actions digitales sensibles au genre, à travers des initiatives innovantes et des efforts convergents en vue du développement du commerce électronique dans notre pays », a souligné M. Yakpey. Les discussions ont tourné autour des multiples opportunités qu'offrent le numérique en général et le commerce électronique en particulier. Les violences sexistes et le harcèlement dont sont parfois victimes les femmes dans l'espace numérique ainsi que les textes législatifs et réglementaires relatifs à la sécurité de l'information au Togo ont été également abordés. A cet effet, les femmes ont été invitées à utiliser judicieusement des technologies de l'information pour mieux s'informer, acquérir

de nouvelles compétences et entreprendre. Le directeur de la promotion du commerce électronique Rachid Darago a attiré l'attention des femmes sur l'usage abusif et incontrôlé de ces technologies pouvant conduire à une addiction avec de multiples conséquences sur la santé, notamment troubles du sommeil, anxiété et dépression, sur la vie familiale et sociale comme les difficultés à affronter le réel et à communiquer, difficultés à assumer ses tâches et responsabilités. Cette causerie-débat a pris fin avec l'engagement des femmes du ministère à une utilisation rationnelle du numérique dans leur vie en général et plus spécifiquement dans le cadre de leurs activités professionnelles. Pour rappel, la journée internationale des droits des femmes célébrée le 8 mars de chaque année est une occasion pour les femmes de plaider en faveur de leurs droits, de leur autonomisation et de leur pleine participation à la vie politique et économique. Le thème international retenu pour la célébration de cette année 2023 est « Pour un monde digital inclusif : innovation et technologies pour l'égalité des sexes ».

**Togo / Football****Annoncé en sélection, Lilian Brassier préfère patienter**

Lilian Brassier ne devrait pas figurer sur la liste que le sélectionneur national du Togo Paulo Duarte va communiquer le jeudi prochain. Annoncé pour ses premières, le défenseur restera en club.

Le 1er mars dernier, le sélectionneur national du Togo, Paulo Duarte annonçait sur une radio locale, Lilian Brassier dans le lot des joueurs qui devront renforcer l'équipe dans la perspective de cette double confrontation. Mais il faudra se nourrir de patience. Selon nos informations, le défenseur du Stade Brestois qui a pourtant donné son accord pour faire ses débuts avec la sélection togolaise, ne sera pas de la partie pour le regroupement de ce mois de mars. Le joueur de 23 ans préfère patienter. Surveillé par le Togo depuis plusieurs années, Brassier vit une belle saison dans l'élite



française. Sous les couleurs du Stade Brestois, le défenseur polyvalent a déjà disputé 24 rencontres de Ligue 1. Son arrivée est souhaitée par le sélectionneur national Paulo Duarte pour renforcer sa défense. En mauvaise posture dans sa poule, le Togo (1 point) est dans l'obliga-

tion de réussir sa double confrontation face au leader de son groupe, le Burkina Faso (6 points) pour garder des chances de qualifications pour la CAN 2023. Le natif d'Argenteuil compte cinq sélections avec l'équipe de France U20.

Avec *africatopsports.com***Droit des enfants et égalité genre****Plan International Togo et dix communes pilotes formalisent leur partenariat**

Une cérémonie de signature des cadres de partenariat entre Plan International Togo et dix communes pilotes du Togo a eu lieu, vendredi 10 Mars 2023, à Lomé. Cette signature se situe dans le cadre de ses interventions en matière de la promotion des droits des enfants et des jeunes que cette organisation mène dans les localités du pays. L'événement présidé par la représentante résidente de Plan International Togo, Mme Awa Faly Ba, a permis de présenter le contenu des cadres de partenariat et de signer le mémorandum d'entente, en présence des responsables des communes désignées.

Dix communes du Togo ont formalisé leur partenariat avec Plan International Togo. Il s'agit des communes Bassar 2, Doufelgou 3, Oti 2, Est Mono 3, Haho 4, Vo 3, Tchaoudjo 2, Tchamdja1, Sotouboua 2, Blitta 3. Des communes identifiées pour démarrer une phase pilote de partenariat sur la base des critères consensuellement retenus à partir de l'année fiscale 2023. Le but de ce cadre de partenariat est de servir d'outil de référence pour la collaboration entre Plan International Togo et les dix communes. Ceci, en vue de contribuer à la réalisation des droits des enfants, des jeunes

et l'égalité pour les filles dans les domaines relevant des champs d'interventions des deux parties. Le document du cadre de partenariat comporte, entre autres, les domaines couverts, les principes de partenariat, les éléments non négociables, les modalités pratiques, la durée de partenariat qui est de cinq ans et l'évaluation. Pour la représentante résidente du Plan International au Togo, Mme Awa Faly Ba, ce projet a débuté, depuis une année, par la volonté de son institution de contribuer au développement local au Togo, à travers le partenariat avec dix communes pilotes. « Nous

avons pu identifier dix communes à raison de deux communes pilotes par régions économiques. Nous allons commencer pour une durée de cinq ans une dynamique d'innovations, de réflexion, d'actions pour pouvoir définir des projets qui tiennent en compte et qui fassent la promotion des droits, des droits des filles et de l'égalité pour tous », a-t-elle souligné. Ceci, dans le cadre d'un apprentissage pour une bonne décentralisation, une décentralisation réussie au service des enfants, des filles et de toute la communauté.

Avec *Togo Presse***Le Togo en chiffres**

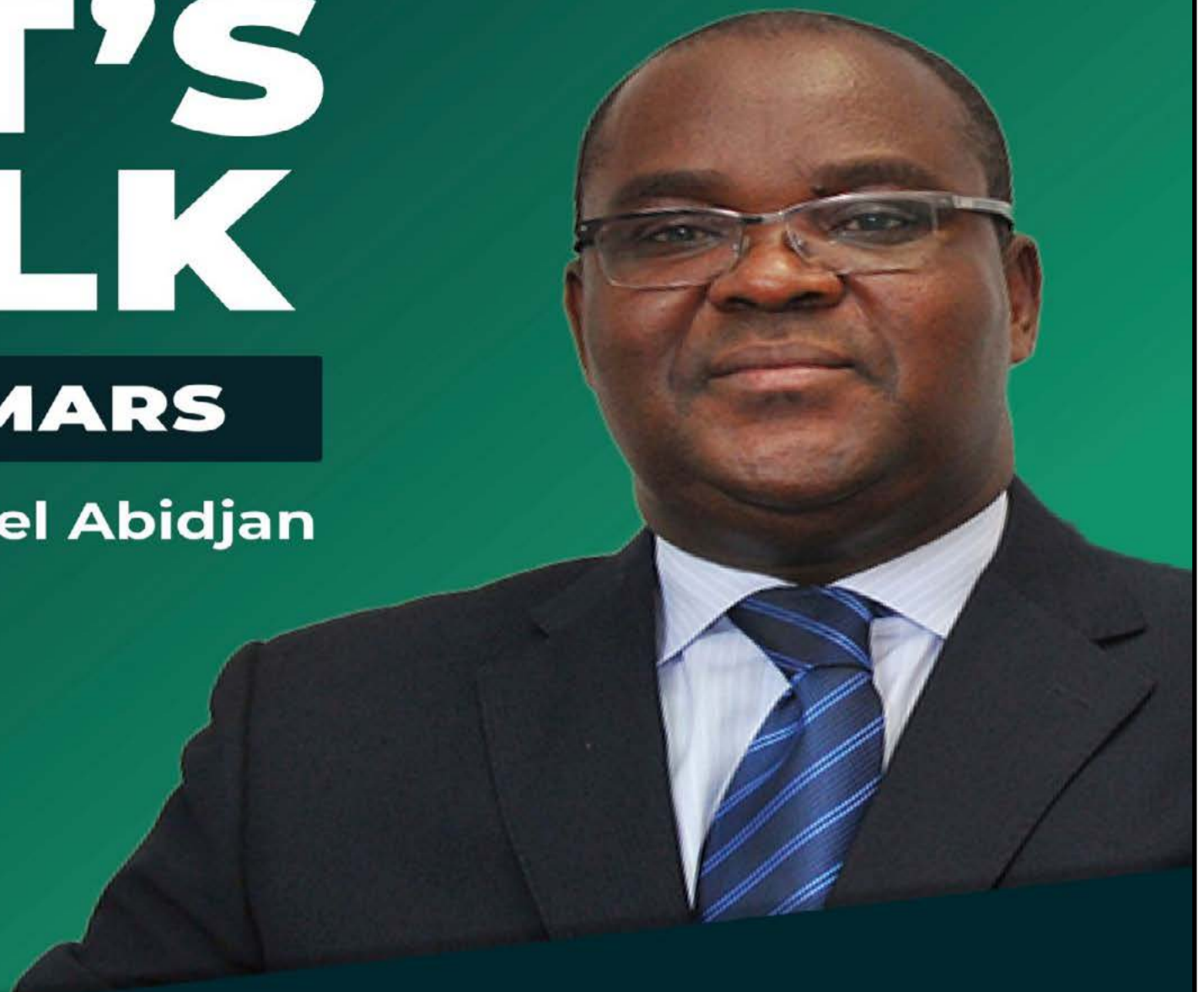
Produits échangés		Produits échangés		Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020		l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9	Coton, non cardé ni peigné	6,5
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4
				Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3
				Fèves de soja, même concassées	2,7
				Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

LET'S TALK

16, 17 MARS

📍 Noom Hôtel Abidjan



Félix Edoh Kossi Amenounve
Directeur Général
BRVM
ACMF 2023



L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

TOUTE L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE D'ICI ET D'AILLEURS

- Economie**
- Finances**
- Entreprises ...**



☎ : +228 92 10 93 53 / 90 16 47 09
✉ : leconomistetogo@gmail.com
🌐 : www.leconomistedutogo.tg

📘 : l'économiste du Togo
🐦 : @economisteTogo